

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 519

Rubrik: Genève

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La politique au quotidien

Ultime tentatives, peu avant l'ouverture des bureaux de vote pour donner une note personnalisée à la campagne électorale.

C'est Georges-Henri Martin dans la "Tribune de Genève" qui ouvre les feux. GHM qui se prend pour la conscience politique et morale de la république du bout du lac, choisit le style pion; à grand fracas il publie la statistique de présence des parlementaires genevois à Berne lors de la dernière législature. Sur un rang pour l'appel! Objectif de l'exercice? Nuire à Jean Ziegler qui se retrouve en effet bon dernier au classement. La rogne de GHM depuis la nomination controversée du sociologue genevois à l'ordinariat est donc toujours tenace. Petit, très petit. N'épiloguons pas puisque le cas paraît désespéré.

Les socialistes genevois répliquent, c'est de bonne guerre, en brandissant une autre statistique, celle des interventions parlementaires; là Ziegler se retrouve en tête en compagnie de son co-listier Christian Grobet, alors que certains assidus sont restés bouche close durant quatre ans. Riposte immédiate de quelques députés bourgeois visés qui affirment préférer un engagement efficace, à savoir le travail en commission; l'argument est de poids, et de plus incontrôlable...

Plus intéressante la tentative du journal "La Suisse" de faire juger les parlementaires romands par un jury, selon des critères peu habituels tels que la maîtrise des dossiers, l'audience, l'originalité, l'indépendance d'esprit, le désintéressement notamment.

Néanmoins tous ces classements, ces bulletins scolaires de fin de législature laissent un goût amer. Parce qu'enfin, pourquoi toutes ces informations juste avant les élections? Serait-ce que le citoyen n'aurait pas les moyens de se faire une opinion tout au long du mandat de ses élus? Et on se met à rêver d'une presse,

d'une radio et d'une TV qui, de manière régulière jouent ce rôle d'informateur, établissent le courant entre politique et vie quotidienne.

Pourquoi ne pas donner beaucoup plus souvent les prises de position des députés (c'est le condifentialisme qui règne, bien illustré par le refus du Parlement fédéral d'introduire le vote électronique)? Pourquoi ne pas mettre en parallèle le programme des partis et leur action au parlement (c'est la règle de la politesse discrète levée tous les quatre ans pour le grand défilé carnavalesque de la campagne électorale)? Pourquoi cette timidité des journaux romands lorsqu'il s'agit d'ouvrir leurs colonnes à des débats politiques? En Suisse romande point ou presque de libres opinions, de confrontations où le lecteur puisse donner son point de vue.

Dans ces conditions le "forcing" préélectoral des médias ne peut provoquer que l'écœurement par saturation ou la banalisation du fait politique. L'événement s'inscrit dans la longue suite des événements; autrement dit il n'y a plus d'événements mais une succession de faits dont aucun n'émerge en particulier et qui tous échappent à notre volonté!

ELECTIONS FÉDÉRALES

La quantité et la qualité

On a compté les voix; on a compté les nouveaux visages; on a compté les sièges des partis; on a compté les votants; les colonnes de chiffres s'étirent — et encore à l'heure où nous écrivons ces lignes, tous les détails ne sont-ils pas connus — au long des pages des quotidiens; toutes les quantités électorales sont dûment recensées; la page "sportive" de la politique nationale se tourne après un week-end d'agitation dans les états-majors. Reste l'essentiel: le fond du Parlement a-t-il changé? Certains blocages conservateurs vont-ils sauter — politique énergétique, interruption de grossesse, contrô-

le de la place financière, assurance-maternité, etc. etc. —? L'émergence de sensibilités plus ou moins organisées et assez fortes pour inviter les partis politiques et leur imposer des personnalités très marquées par leur militantisme va-t-elle bouleverser les données traditionnelles du jeu parlementaire? Les élus écologistes trouveront-ils à se donner la main par dessus les frontières idéologiques? Les femmes (à Genève, dans le canton de Vaud et en Valais, une femme en tête des candidats socialistes!) s'accorderont-elles pour troubler le ron-ron très masculin du Conseil national? Voilà en tout cas quelques chances de ruptures.

Pour le reste, en Suisse romande par exemple, et à gauche, quelques chocs. Le manque de réaction de la "gauche unie" vaudoise (le Cartel syndical a-t-il su serrer les rangs?) face à l'offensive de l'entente des droites vaudoises pour le Conseil des Etats. Le tassement du Parti socialiste vaudois pour le Conseil national; un réveil douloureux après l'euphorie des gains de la gauche aux dernières élections cantonales; les "explications" abondent: abstentionnisme plus marqué dans les rangs socialistes ou sympathisants, raidissement de l'électorat "bourgeois", grignotage des écologistes, et peut-être affadissement de l'image socialiste, perdue dans des débats difficilement admissibles au-delà d'une petite troupe d'activistes. Ailleurs, la consolidation spectaculaire des positions socialistes dans le canton de Fribourg, la résistance socialiste après le départ de Gabrielle Nanchen dans un Valais en passe de découvrir un certain pluralisme, là des fronts nouveaux se dessinent.

INFORMATIQUE

La police dans l'illégalité

"(...) La convention sur le "système d'information de la police criminelle" (SIP, plus connu sous son abréviation allemande, KIS) contient une allusion seulement à la base légale